



N° 044 – 20 février 2009

Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale

INTERNATIONAL PERSPECTIVE NO.44 OF 20 February 2009



“I refuse to accept the view that mankind is so tragically bound to the starless midnight of racism and war that the bright daybreak of peace and brotherhood can never become a reality.... I believe that unarmed truth and unconditional love will have the final word” ~Martin Luther King, Jr.

PERSPECTIVE INTERNATIONALE No.44 DU 20 février 2009

Nouvelle route Bastos, rue 1705 N° 606, P.O Box 836 Yaoundé - Cameroun
Phone: (237) 22 21 24 74 Fax: (237) 22 21 24 75 E-mail: unchr-d-ca@undp.org
Website: www.cnudhd.org - www.unchr-d.org

Angola

Angolagate: une défense de Marchiani en forme de panégyrique

19/02/2009 10:51:46 – AFP

www.jeuneafrique.com

La défense de Jean-Charles Marchiani au procès de l'Angolagate a tourné au panégyrique d'un "homme de missions au service de la France", libérateur de pilotes en Bosnie et émissaire de la paix en Angola.

Bras croisés, les yeux levés vers le plafond pour échapper aux louanges déversés par son avocat Me Jacques Trémolet de Villers, l'ancien préfet du Var, sorti de prison lundi, comparaisait libre pour la première fois depuis le début de ce procès fleuve le 6 octobre 2008.

Pour complicité de trafic d'influence et recels d'abus de biens sociaux, le procureur a requis contre lui trois ans de prison, dont 18 mois avec sursis, assortis d'une amende de 200. 000 euros.

Mais Me Trémolet de Villers a demandé la relaxe pour son client de 65 ans, "vu les services qu'il a rendus, vu la souffrance injuste qu'il a subie".

Sur les bancs du public, d'anciens otages du Liban sont là pour soutenir celui dont les opérations secrètes ont permis leur libération en 1988.

La justice lui reproche d'abord d'avoir accroché au veston d'Arcadi Gaydamak, "trafiquant d'armes" avide de respectabilité, une médaille du Mérite contre laquelle l'homme d'affaires russe aurait versé 1,5 million de FF (228. 700 euros) à l'association France-Afrique Orient (FAO), qui finançait indirectement les activités politiques de Charles Pasqua et de son bras droit, Jean-Charles Marchiani.

Pas du tout, affirme l'avocat, "M. Marchiani était chargé par le président de la République d'une mission de récupération en Bosnie de deux pilotes français" capturés par les Serbes en 1995.

Et de dénoncer "les sornettes" d'Alain Juppé et François Léotard qui ont affirmé aux enquêteurs qu'ils ignoraient tout d'une telle mission.

"M. Marchiani ne travaillait pas dans les services (secrets) mais à la place des services", a expliqué l'avocat selon qui son client a "mobilisé" Gaydamak pour utiliser son influence auprès des Serbes.

Une fois l'opération réussie, "il s'est dit: +qu'est-ce qu'on peut faire pour le remercier?+, et on lui a dit qu'il aimerait bien une médaille", résume-t-il.

Et l'argent versé quasi-simultanément à la FAO ? C'est Pierre Falcone, associé de Gaydamak, qui l'a versé. "Il s'occupait de l'Angola et il a vu qu'à la FAO, il y avait des gens sérieux sur l'Afrique".

Les soupçons de recel seraient, eux, liés à la "mission" de M. Marchiani en Angola où "il travaillait au rétablissement de la paix" sous l'égide de l'ONU.

Via des sociétés écran, Jean-Charles Marchiani aurait touché 2,75 MF. "Mais à peu près la même somme a aussitôt été reversée à Jonas Savimbi", leader de l'Unita, assure l'avocat. L'argent, dit-il, devait servir à organiser le retrait de ce mouvement d'opposition au président José Eduardo dos Santos, mettant ainsi fin à la guerre civile.

Et qui a versé l'argent ? Pas Brenco, la société de Pierre Falcone, affirme-t-il, mais les Angolais, qui auraient utilisé ce moyen détourné pour que personne ne sache qu'ils finançaient l'Unita.

Restent les 300. 000 dollars que M. Marchiani aurait touchés en cash auprès de Brenco. Un mémo de la société, où apparaît son surnom "Robert" et la somme, en ferait preuve.

"M. Falcone l'a dit : Robert, c'était une appellation générique pour les services secrets", lance l'avocat, relevant que "si une famille a vu ses comptes épluchés, c'est bien les Marchiani".

C'est assez pour qu'il demande au tribunal de "rétablir l'honneur de cet homme décrit comme un imposteur, ce serviteur de l'Etat".

Burundi

De 800 à 1.400 étrangers expulsés, surtout congolais et rwandais

19/02/2009 16:46:59 – AFP

www.jeuneafrique.com

Le Burundi a expulsé en un mois entre 800 et 1. 400 étrangers, essentiellement congolais et rwandais, accusés par la police d'être en situation irrégulière et responsables "de la majorité des crimes" commis le pays, a-t-on appris auprès de la police et de l'ONU.

Depuis le début de l'opération, mi-janvier, "la police a expulsé environ 800 étrangers irréguliers, dont 600 Congolais de République démocratique du Congo, une centaine de Rwandais et quelques Tanzaniens, Ougandais, Sénégalais", a annoncé jeudi à l'AFP le porte-parole national de la police, Pierre Chanel Ntarabaganyi.

De son côté, un responsable du Bureau intégré des Nations Unies au Burundi (Binub) a déclaré à l'AFP sous couvert d'anonymat que "le Burundi avait déjà procédé à l'expulsion de 1. 406 personnes à la date du 16 février".

Selon ce responsable, "621 personnes, essentiellement des Congolais, ont été expulsés de la capitale Bujumbura, et le reste des expulsés, en grande partie des Rwandais, ont été chassés à partir de l'intérieur du pays, surtout de la province de Cibitoke (nord-ouest)".

"Il s'agit d'un travail de routine qui vise à chasser des irréguliers qui sont responsables de la majorité des crimes qui sont commis dans ce pays", a assuré pour sa part le porte-parole de la police.

Le président de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains (Aprodeh), Pierre Claver Mbonimpa, a condamné "cette chasse aux étrangers car ils sont traités de manière dégradante".

Ils "sont arrêtés pendant les rafles de la police, rassemblés dans un stade, avant d'être

embarqués dans un camion en direction de la plus proche frontière", a-t-il dénoncé.

Des dizaines de personnes expulsées, qui possédaient des cartes d'identité burundaises, ont accusé la police sur des radios locales privées d'avoir déchiré ces documents sur ordre du pouvoir.

Centrafrique/France

Un ministre centrafricain réclamé par la justice française

Article publié le 17/02/2009 Par RFI

www.rfi.fr

Saifee Durbar, homme d'affaires indo-pakistanaï à la réputation sulfureuse, a été condamné par la justice française, en 2007, à trois ans de prison ferme pour escroquerie, alors qu'il était parti s'installer à Londres. Depuis, Paris réclame son extradition, mais il y a un problème : l'homme d'affaires fait désormais partie du gouvernement centrafricain, en tant que vice-ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. Il s'est exprimé, pour la première fois, au micro de RFI, affirmant être innocent.

C'est par un décret présidentiel, datant du 19 janvier dernier, que Saifee Durbar a été nommé par le président Bozizé vice-ministre des Affaires étrangères et de la coopération, espérant, il ne s'en cache pas, l'immunité. Car cet homme d'affaires indo-pakistanaï a été reconnu coupable d'escroquerie par la justice française. Il a fait miroiter à des investisseurs des rendements mirifiques, puis il a fait main basse sur les fonds. Dans le dossier, on parle de sociétés fictives, de pierres précieuses et de banque à capitaux iraniens. L'affaire porte sur plusieurs millions de dollars. Lui se dit innocent.

A Bangui, le nom de Saifee Durbar revient dans plusieurs affaires difficiles à cerner qui touchent au diamant, à l'or, au fer ou à l'uranium. Selon des sources concordantes, cet ancien conseiller du président Patassé a mis des bâtons dans les roues d'Areva, le groupe nucléaire français. Il a même obtenu, toujours selon ces sources, un permis d'exploration dans la même zone que la société française.

Aujourd'hui, Saifee Durbar réside à Londres. En 2007, il y a été brièvement arrêté avant d'être libéré sous caution. La France demande son extradition. La justice britannique doit bientôt se prononcer. Saifee Durbar espère que Paris va lever son mandat d'arrêt.

Il s'est exprimé pour la première fois dans les médias et il a rejeté toutes les accusations en bloc.

Congo Kinshasa:

DR Congo Hutu gunmen 'on rampage'

19 February 2009 by BBC

www.bbcAfrique.com

A Rwandan Hutu militia, being hunted by a joint Congolese-Rwanda force, has killed more than 100 civilians in the last month, say officials.

The FDLR killed nearly 60 people in eastern Democratic Republic of Congo between the end of January and mid-February, say UN peacekeepers. And Rwandan officials say the FDLR

have killed almost 50 people this week. The joint force said on Wednesday it had achieved 95% of its objectives and Rwandan troops would leave next week. Correspondents say the FDLR's presence in eastern DR Congo lies at the heart of the region's instability.

Leaders of the ethnic Hutu militia, estimated to be more than 6,000-strong, have been linked to the 1994 Rwandan genocide.

Patrols doubled

The UN Mission in the Democratic Republic of Congo (Monuc) said on Thursday the FDLR had killed 56 civilians and injured another six while razing villages around North Kivu province. Fleeing people told peacekeepers the attacks had occurred between 28 January and 15 February. Monuc spokesman Madnodje Mounoubai told the BBC's Great Lakes Service that the peacekeepers had responded by more than doubling their patrols in the area.

Meanwhile, Rwandan military spokesman Maj Jules Rutaremara told the BBC that the FDLR had killed another 47 people since Monday alone. Former enemies DR Congo and Rwanda teamed up at the end of January to hunt down and disarm the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR).

There are thousands of Rwandan troops in North Kivu but they are deeply unpopular after occupying eastern DR Congo from 1998-2002 along with Uganda. In recent years, Rwanda's western flank was guarded against attacks from the Hutu militias by Congolese rebel Laurent Nkunda. But the Tutsi rebel leader was arrested in January after being invited by Rwanda to discuss the joint military campaign against the Hutu forces.

Members of Gen Nkunda's National Congress for the Defence of the People (CNDP) group are now being integrated into the Congolese army after splitting from his leadership prior to the joint force's advance into North Kivu.

On-and-off fighting involving the CNDP, FDLR, the army and pro-government militias has forced more than one million people in North Kivu to flee their homes since late 2006.

Egypt to send more than 1,325 peacekeepers to Congo

Tue Feb 17, 2009 11:35am EST

<http://www.reuters.com/article/congo/idUSLH673920>

CAIRO, Feb 17 (Reuters) - Egypt plans to send more than 1,325 troops to eastern Congo to join a U.N. peacekeeping force tasked with protecting civilians there, the Egyptian foreign ministry said on Tuesday.

The foreign ministry said the troops would help strengthen U.N. peacekeeping operations in line with a Security Council decision in November to send 3,000 extra peacekeepers to Congo to help protect civilians and to end conflict in the turbulent east.

The mission in the Democratic Republic of Congo is the world's biggest U.N. peacekeeping operation and will be increased temporarily to just over 20,000 troops and police once the reinforcements are deployed.

Egypt said in a statement that its contribution to the force would comprise a military contingent

of 1,325 troops including a motorised infantry battalion, paratroopers, special forces and military engineers.

Egypt would also send an interior ministry police unit whose mission would include protecting individuals and employees of the United Nations and its institutions, assisting the Congolese police and conducting joint patrols with them in the east.

Egypt currently has just 23 military observers and 13 police in Congo, according to the UN.

The U.N. Congo force has complained it is over-stretched and cannot protect all civilians in the east, which teems with armed groups despite national elections in 2006 that returned President Joseph Kabila to office.

About 250,000 people fled their homes in fighting last year, creating a humanitarian disaster and bringing to more than one million the number of civilians displaced since 2006 polls. Wars since 1998 have killed more than 5 million Congolese.

Part of the U.N. mission's role in Congo has been supporting the new national army, a rag-tag amalgam made up of former government, rebel and militia factions from the last war.

Peacekeepers have provided training, logistical and medical help and often fought alongside government soldiers, using heavy weapons and providing air support in battles against rebels, although the relationship has become uncomfortable.

(Writing by Cynthia Johnston; Editing by Angus MacSwan).

Plus de 3 500 Rwandais rapatriés

Article publié le 17/02/2009 par RFI

www.rfi.fr

Plus de 3 500 Rwandais, en majorité des civils, se trouvant en République démocratique du Congo, ont été rapatriés depuis le début de l'année. Ce lundi, un haut responsable politique des FDLR, Christophe Rahigibusa, s'est présenté à la Monuc, à Goma, pour être rapatrié à son tour. Cet ancien commissaire politique, chargé des relations avec la communauté internationale, les autorités locales et la population, ne croit plus à l'aboutissement de la lutte armée des rebelles hutus rwandais.

Il a préféré passer par la Monuc (Mission des Nations unies pour le Congo) pour son rapatriement au Rwanda. Cadre politique des FDLR, Christophe Rahigibusa a affirmé ne plus croire en l'avenir de la lutte armée des siens, rendue difficile par le rapprochement entre Kigali et Kinshasa.

Du coup, un ancien responsable des relations extérieures des rebelles hutus rwandais lance un appel à ses compatriotes : « *Je conseille, a affirmé ce responsable, à tout réfugié rwandais en RDC, toutes catégories confondues, de rentrer au pays natal [Rwanda], en particulier les femmes et les enfants, contraints à une errance sans fin. Sans assistance, s'ils ne meurent pas sous les balles, ils sont exposés aux maladies et autres maux.* »

Les opérations conjointes, menées par les armées congolaises et rwandaises au Nord-Kivu, ont, en effet, mis la pression sur les rebelles hutus rwandais. Selon la Monuc, les combattants des

FDLR sont de plus en plus nombreux parmi les candidats au rapatriement.

Les irréductibles, par contre, ont choisi de s'enfoncer davantage dans les forêts congolaises. Selon le commandement conjoint des opérations « *certaines d'entre eux se dirigent vers la province orientale.* »

Refugees flee Congo in several directions--UN agency

Tue Feb 17, 2009 8:20am EST

<http://www.reuters.com/article/congo/idUSLH620064.CH.2400>

GENEVA, Feb 17 (Reuters) - Thousands of refugees are fleeing the Democratic Republic of Congo in several directions as a result of separate flare-ups of fighting in the vast country, the United Nations refugee agency UNHCR said on Tuesday.

More than 15,000 Congolese have fled to southern Sudan in recent months to escape violence from Ugandan Lord's Resistance Army (LRA) rebels, who have attacked towns in northeastern Congo several times since January, UNHCR spokesman Ron Redmond said.

Some 3,000 Rwandans who had been living in eastern Congo have also left the country in the past six weeks, fearing being caught in the crossfire of a Rwandan-Congolese offensive against another rebel group in the region, the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FLDR).

And about 47,000 Congolese refugees have crossed into Uganda since fighting against the FLDR escalated in the North Kivu province last year, with about 180 people a day still trickling in, Redmond said.

Congo "is sending refugees in several directions," he told a news briefing in Geneva, where the U.N. High Commissioner for Refugees is based.

Redmond said a recent LRA attack on the northeast Congolese town of Aba caused as many as 100,000 people to flee, with most seeking refuge in southern Sudan or near the border with Congo, where the rebels are continuing to operate. "It is critical to move all of these refugees away from border areas both for security reasons and to facilitate distribution of aid," Redmond said, stressing that the upcoming rainy season would make key roads in the region impassable.

In the east of the country, thousands more Rwandan civilians are expected to keep crossing into their homeland as a result of escalating violence in their midst. "Most of these people spent almost 15 years in eastern DRC and in many places they integrated with the local Congolese communities," Redmond said.

The UNHCR and other aid agencies are working to distribute clean water and food, build latrines, and help move people to transit centres in response to the multiple demands in Congo, a former Belgian colony with a population of nearly 67 million.

In addition to Sudan, Uganda, and Rwanda, the country's other neighbours are Angola, Zambia, Tanzania, Burundi, Central African Republic, and the smaller Congo-Brazzaville. (For more information on humanitarian crises and issues visit www.alertnet.org)

Guinée Equatoriale

Des hommes armés attaquent Malabo depuis la mer

18/02/2009 09:52:40 - AFP

www.jeuneafrique.com

Des hommes armés ont attaqué Malabo, la capitale équato-guinéenne, mardi à l'aube. Pour le gouvernement, cette attaque confine davantage à un acte criminel qu'à une tentative de coup d'État.

La Guinée équatoriale a affirmé mardi avoir déjoué une attaque maritime contre le palais présidentiel à Malabo, capitale de ce pays d'Afrique centrale en plein boom pétrolier, accusant un groupe rebelle du Nigeria d'être responsable de cet assaut qui a fait plusieurs morts.

Selon le gouvernement équato-guinéen, le coup de force a été mené mardi à l'aube par des "rebelles terroristes" du delta du Niger, dans le sud pétrolifère du Nigeria.

Le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (Mend), auteur de plusieurs attaques contre le secteur pétrolier nigérian, a aussitôt rejeté toute responsabilité. "Nous ne sommes impliqués d'aucune façon dans l'attaque", a-t-il indiqué.

Les habitants de Malabo ont été réveillés dans la nuit par des coups de feu répétés, qui ont cessé vers 06H00 (05H00 GMT), selon un journaliste de l'AFP.

Le calme est ensuite revenu dans la capitale, dont les rues étaient désertes mardi. Mais, signe de tension, des barrages militaires ont été érigés, et l'entrée de l'hôpital était barrée par des blindés.

"Un groupe de rebelles terroristes du delta à bord de plusieurs embarcations a tenté d'envahir la capitale de la Nation, avec pour objectif la prise et la destruction du palais présidentiel", a affirmé le gouvernement dans un communiqué, assurant qu'il avait été "repoussé" par l'armée.

Le porte-parole du gouvernement, Jeronimo Osa Ekoru, a précisé à l'AFP que "plusieurs" assaillants étaient "morts en mer au cours des échanges de tirs". Un autre assaillant a été tué "dans l'enceinte du palais présidentiel", selon le communiqué.

"Du côté équato-guinéen, il y a un décès et plusieurs blessés hospitalisés", a ajouté le porte-parole, sans fournir davantage de précisions.

De source officielle, le président équato-guinéen, Teodoro Obiang Nguema, se trouvait mardi à Bata, deuxième ville du pays située sur sa partie continentale. Malabo se trouve sur l'île de Bioko, dans le golfe de Guinée, à environ 200 km au sud-est de Port Harcourt, principale ville du delta du Niger.

Les autorités ont déclaré avoir "arrêté une grande partie des assaillants" qui étaient "interrogés" mardi.

Certains ont "pris la fuite", a reconnu Jeronimo Osa Ekoru, également ministre de l'Information, et la population a été invitée à "dénoncer toute personne suspecte".

Le président Obiang dirige d'une main de fer le pays depuis qu'il a renversé en 1979 son oncle, Francisco Macias Nguema.

Souvent critiquée pour des violations des droits de l'Homme, la Guinée équatoriale, pays fermé dont la population demeure très pauvre, est récemment devenue le troisième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne.

Ces dernières années, les autorités ont dénoncé plusieurs complots visant selon elles à renverser le régime de cette ex-colonie espagnole.

La tentative la plus aboutie de coup d'Etat remonte à mars 2004. Elle a valu au mercenaire britannique Simon Mann, qui a reconnu les faits, d'être condamné en juillet dernier par la justice équato-guinéenne à 34 ans et 4 mois de prison, peine qu'il purge en Guinée équatoriale.

Les autorités accusent en outre Mark Thatcher, fils de l'ex-Premier ministre britannique Margaret Thatcher, d'avoir été impliqué dans la tentative de 2004, qui avait pour objectif de porter au pouvoir l'opposant équato-guinéen en exil Severo Moto Nsa. Ce dernier a été plusieurs fois condamné pour tentative de coup d'Etat et a récemment passé quatre mois en prison à Madrid pour trafic d'armes vers Malabo.

Banditisme ou tentative de coup d'Etat ?

Article publié le 17/02/2009 par RFI

www.rfi.fr

Malabo a été réveillée dans la nuit de lundi à mardi par des tirs. Selon les autorités, ce sont des rebelles du delta du Niger qui ont mené une attaque sur la capitale équato-guinéenne. L'assaut a été repoussé après environ trois heures de combat et les hélicoptères de l'armée sont entrés en action. L'attaque a causé plusieurs morts. Au moins un soldat a été tué ainsi qu'un assaillant. Par ailleurs, l'un des navires des assaillants aurait été détruit avant d'accoster provoquant le naufrage de ses passagers. Le calme est revenu à Malabo mardi matin mais des questions demeurent sur cette attaque.

Pour les autorités équato-guinéennes, il ne s'agissait pas d'une tentative de coup d'Etat mais d'un acte de sabotage des rebelles du delta du Niger. Pour du banditisme, l'action était d'envergure puisque, selon le porte-parole du gouvernement, les assaillants projetaient de prendre et de détruire le palais présidentiel.

Pourquoi attaquer un édifice public aussi symbolique lorsque les motivations sont financières ? Sur ce point, la réponse de Malabo est pour le moins surprenante. D'après le ministre Jeronimo Ocha Ekoru, les rebelles du delta du Niger ont peut-être voulu profiter de l'absence du chef de l'Etat pour prendre en otage du personnel de la présidence et demander une rançon.

Par ailleurs, les autorités n'étaient pas en mesure mardi de donner l'identité exacte des hommes qui ont lancé cette attaque nocturne. Pour seul indice, le porte-parole du gouvernement affirme que des billets nigériens ont été retrouvés sur le cadavre récupéré par l'armée devant le palais présidentiel. Une douzaine de prisonniers étaient interrogés mardi par la police mais le MEND, le plus puissant des groupes rebelles opérant dans la région, a déjà démenti tout lien avec ce débarquement raté à Malabo.

Les autorités rassurent les populations: la situation est maîtrisée

19/02/2009 15:45:54 – XINHUA

www.jeuneafrique.com

Le gouvernement équato-guinéen a rassuré à travers la radio nationale les populations de Malabo et même d'autres localités du pays que la situation, après l'attaque de mardi matin des rebelles du delta du Niger, est entièrement sous contrôle.

Les autorités de Malabo, selon la radio nationale citée par Africa No. 1, maintiennent que les assaillants de mardi sont pour la plupart des rebelles du Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND).

Le communiqué lu sur la radio nationale indique par ailleurs, que parmi les 15 assaillants arrêtés, la plupart sont des Nigériens.

Il ajoute que plusieurs assaillants, sans donner un chiffre exact, ont été tués tandis que d'autres ont été blessés.

Les parties de l'opposition dans leur majorité ont condamné l'attaque et appelé les autorités à une justice exemplaire à l'encontre des assaillants arrêtés pour que de tels actes ne se reproduisent plus.

Le MEND a annoncé la semaine dernière la fin de la trêve unilatérale décrétée en septembre 2008, mais il a nié son implication dans cette attaque.

En 2007, la capitale économique du pays, Bata, avait essuyé une attaque des assaillants fortement armés qui visaient particulièrement des banques.

Les hommes armés avaient emporté avec eux des fortes sommes d'argent.

En 2004, une horde de mercenaires étrangers avaient même tenté de renverser le président Theodoro Obiang Nguema Mbasogo.